

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 96 - 1143

[S - C - 29163]

18 MARS 1996. — Décret modifiant le décret du 3 juillet 1991
organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions modificatives

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit est complété par les mots « lorsqu'il n'est pas fait appel à d'autres établissements, conformément à l'article 5, alinéa 3, dans les autres cas ».

Art. 2. L'article 3 du même décret, devenant l'article 3, § 1^{er}, est complété par les paragraphes suivants :

« § 2. Par insertion socio-professionnelle, visée au § 1^{er}, on entend pour tous les élèves :

1° tout contrat d'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés;

2° toute convention emploi-formation;

3° toute autre forme de contrat ou de convention reconnue par la législation du travail et s'inscrivant dans le cadre d'une formation en alternance qui aura reçu l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

§ 3. Par insertion socio-professionnelle, visée au § 1^{er}, on entend également, pour les élèves soumis à l'obligation scolaire à temps partiel toute convention d'insertion socio-professionnelle, approuvée par le Gouvernement, dans le respect des lois et règlements fédéraux relatifs au droit du travail.

Jusqu'à ce que le Gouvernement fédéral, sur proposition du Conseil national du Travail ait arrêté les dispositions visées à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement fixe les conditions auxquelles doivent répondre les stages d'insertion socio-professionnelle.

§ 4. Les élèves inscrits dans un centre d'éducation et de formation en alternance avant le 31 décembre de l'année où ils atteignent l'âge de 18 ans bénéficient des dispositions du § 3 pendant l'année scolaire qui suit celle de leur inscription dans le centre d'éducation et de formation en alternance.

§ 5. Pour l'application du présent décret les élèves mineurs sont assimilés aux jeunes soumis à l'obligation scolaire à temps partiel.

Art. 3. A l'article 5 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le respect des finalités propres à chaque filière d'enseignement, un centre d'éducation et de formation en alternance peut faire appel à la collaboration de tout établissement d'enseignement secondaire ordinaire ou spécial de plein exercice de même caractère et de tout établissement de promotion sociale de même caractère. Le Gouvernement peut autoriser des collaborations avec des établissements de caractère différent. »

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement fixe les modalités de collaboration :

1° entre les centres d'éducation et de formation en alternance et les établissements d'enseignement secondaire ordinaire ou spécial de plein exercice;

2° entre les centres d'éducation et de formation en alternance et les établissements de promotion sociale. »

Art. 4. L'article 6 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. § 1^{er}. Peuvent être admis dans un centre d'éducation et de formation en alternance :

1° les jeunes soumis à l'obligation scolaire à temps partiel au 31 décembre de l'année scolaire en cours. Ils y gardent la qualité d'élèves réguliers s'ils effectuent les stages qui leur sont proposés par le centre d'éducation et de formation en alternance, conformément à l'article 3, §§ 2 et 3, et à l'article 15, § 1^{er}, alinéas 2 et 3;

2° les jeunes âgés de plus de 18 ans et de moins de 21 ans au 31 décembre sous réserve d'avoir conclu :

a) soit un contrat d'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés;

b) soit une convention emploi-formation;

c) soit toute autre forme de contrat ou de convention reconnue par la législation du travail et s'inscrivant dans le cadre d'une formation en alternance qui aura reçu l'approbation du Gouvernement de la Communauté française;

d) soit, pour les élèves visés à l'article 3, § 4, une convention ou un stage d'insertion socio-professionnelle;

3° les jeunes âgés de plus de 21 ans et de moins de 25 ans au 31 décembre, bénéficiant de l'enseignement à horaire réduit depuis le 1^{er} octobre de l'année où ils atteignent l'âge de 21 ans, sous réserve d'avoir conclu :

a) soit un contrat d'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés;

b) soit une convention emploi-formation;

c) soit toute autre forme de contrat ou de convention reconnue par la législation du travail et s'inscrivant dans le cadre d'une formation en alternance qui aura reçu l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

Les stages, conventions et contrats visés à l'alinéa 1^{er} doivent être en relation directe avec la formation.

§ 2. Possède la qualité d'élève régulier l'élève qui, répondant aux conditions d'admission, suit effectivement et assidûment les cours visés à l'article 2 ainsi que les contrats, conventions ou stages visés à l'article 3, §§ 2 et 3, et à l'article 15, § 1^{er}, alinéas 2 et 3.

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil. — Projet de décret : n° 66-1. — Amendements : n° 66-1 à 10 et 12; Rapport : n° 66-11

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 mars 1996.

Le Gouvernement détermine, de manière identique pour tous les réseaux, les modalités de justification des absences.

§ 3. Le Gouvernement peut, dans des cas exceptionnels liés à la fermeture d'une entreprise ou à sa restructuration, admettre comme élève régulier un élève visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^e et 3^e, qui a rempli pendant la période de référence visée à l'alinéa 2 au moins les 2 tiers de ses obligations tant en matière de contrat qu'en application de l'article 15, § 3, alinéa 2.

Pour l'application de l'alinéa 1er, sont seuls pris en considération :

1^o les douze derniers mois lorsque l'élève était auparavant déjà inscrit dans le centre d'éducation et de formation en alternance;

2^o le délai écoulé depuis l'inscription lorsque celle-ci date de moins de douze mois.

§ 4. Les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument en droit ou en fait la garde du mineur soumis à l'obligation scolaire ainsi que les élèves majeurs visés au § 4 de l'article 2 du décret disposent d'un droit de recours auprès du ministre si elles estiment que le stage proposé n'est pas en relation directe avec la formation ou n'offre pas les garanties suffisantes pour être réellement utile à la formation de l'élève. Jusqu'à décision du ministre, l'élève reste régulier même s'il n'effectue pas le stage proposé. Le recours est introduit auprès du ministre par pli recommandé avec accusé de réception.

Art. 5. Un article 6bis est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Article 6bis. Les élèves visés à l'article 6, § 1^{er}, 2^e et 3^e, sont tenus de suivre :

— soit une formation en relation avec le contrat ou la convention conclus, comportant au minimum 300 périodes annuelles dans un établissement de promotion sociale de leur choix;

— soit une formation en relation avec le contrat ou la convention, comportant au minimum 300 périodes annuelles, au sein de l'établissement-siège ou dans un des établissements coopérants.

Art. 6. L'article 8, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par la disposition suivante :

« 5^e L'attestation de compétences intermédiaires du cycle inférieur de l'enseignement à horaire réduit. »

Art. 7. L'article 9 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Une attestation de réinsertion dans l'enseignement secondaire ordinaire ou dans l'enseignement spécial de plein exercice peut être délivrée à l'élève qui, ayant fréquenté le centre d'éducation et de formation en alternance pendant une année scolaire au moins est jugé apte à poursuivre normalement ses études soit en quatrième, soit en cinquième année de l'enseignement professionnel. »

Art. 8. A l'article 10 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « activement et régulièrement » sont remplacés par les mots « effectivement et assidûment »;

2^o l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« L'accès aux épreuves de qualification organisées au niveau de la sixième année d'études n'est autorisé qu'aux élèves ayant suivi effectivement et assidûment pendant au moins deux années scolaires soit les cours de l'enseignement secondaire supérieur professionnel à horaire réduit, soit les cours de la cinquième année d'enseignement secondaire de plein exercice et les cours d'une année d'enseignement secondaire supérieur professionnel à horaire réduit. »

3^o l'article est complété par les alinéas suivants :

« L'élève qui a suivi effectivement et assidûment pendant au moins deux années scolaires soit les cours de l'enseignement secondaire inférieur professionnel à horaire réduit dans la même orientation d'études, soit les cours de la troisième année d'enseignement secondaire de plein exercice et les cours d'une année d'enseignement secondaire inférieur professionnel à horaire réduit dans la même orientation d'études peut se voir délivrer une attestation de compétences intermédiaires correspondant à celle qui est délivrée dans l'enseignement secondaire de plein exercice.

La direction du centre d'éducation et de formation en alternance peut autoriser la délivrance d'une attestation de compétences intermédiaires à un élève qui a changé d'orientation d'études lorsque ce changement n'a pas empêché l'élève d'acquérir un niveau suffisant de compétences.

Le Gouvernement peut fixer un modèle particulier et une appellation propre à l'enseignement secondaire à horaire réduit pour l'attestation de compétences intermédiaires. »

Art. 9. L'article 14 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. L'enseignement à horaire réduit peut être organisé dans un des centres d'éducation et de formation en alternance visés à l'article 1er à la condition que douze élèves soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, au moins, y soient régulièrement inscrits au 1er octobre de l'année scolaire. »

Dans chaque centre d'éducation et de formation en alternance, il est créé une charge de coordonnateur. Celle-ci est à prestations complètes lorsque le centre d'éducation et de formation en alternance compte au moins 56 élèves régulièrement inscrits. Elle est à quart, demi ou trois quarts temps lorsque le centre d'éducation et de formation en alternance compte moins de 24 élèves, moins de 40 élèves ou moins de 56 élèves.

Le coordonnateur est placé sous l'autorité du directeur de l'établissement auprès duquel le centre d'éducation et de formation en alternance a son siège.

Une charge complète de coordonnateur comporte 36 périodes de prestations par semaine.

La coordination consiste en la planification et le suivi des formations pendant l'année scolaire, en une guidance globale des élèves en collaboration avec le centre psycho-médico-social, en l'établissement et l'entretien de contacts avec les milieux socio-économiques locaux et régionaux, les associations professionnelles et tout organisme pouvant contribuer au développement social et culturel de l'élève.

Lorsque le centre d'éducation et de formation en alternance bénéficie des prestations d'un ou plusieurs accompagnateurs, conformément à l'article 15, le coordonnateur organise leurs interventions et assure l'animation de l'équipe des accompagnateurs.

Lorsque le centre d'éducation et de formation en alternance ne compte aucun accompagnateur, le coordonnateur assume les missions visées à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 2. Pour les 12 élèves visés au § 1^{er}, 2, 6 périodes-professeurs sont attribuées par élève.

A partir du treizième élève soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, 1,8 période-professeur est attribuée par élève régulier.

Par élève régulier, non soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, âgé de moins de 21 ans au 31 décembre, fréquentant l'enseignement à horaire réduit depuis le 1^{er} octobre de l'année où il a atteint l'âge de 18 ans :

— 1,7 période-professeur est attribuée s'il suit dans l'établissement-siège ou dans un des établissements coopérants une formation comportant au moins 600 périodes-professeurs;

— 0,9 période-professeur est attribuée s'il suit dans l'établissement-siège ou dans un des établissements coopérants une formation comportant moins de 600 périodes-professeurs.

Par élève régulier, non soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, âgé de moins de 21 ans au 31 décembre, ne fréquentant pas l'enseignement à horaire réduit depuis le 1^{er} octobre de l'année où il a atteint l'âge de 18 ans :

— 1,5 période-professeur est attribuée s'il suit dans l'établissement-siège ou dans un des établissements coopérants une formation comportant au moins 600 périodes annuelles;

— 0,8 période-professeur est attribuée s'il suit dans l'établissement-siège ou dans un des établissements coopérants une formation comportant moins de 600 périodes annuelles.

Par élève régulier âgé de plus de 21 ans et de moins de 25 ans au 31 décembre :

— 1,5 période-professeur est attribuée s'il suit dans l'établissement-siège ou dans un des établissements coopérants une formation comportant au moins 600 périodes annuelles;

— 0,8 période-professeur est attribuée s'il suit dans l'établissement-siège ou dans un des établissements coopérants une formation comportant moins de 600 périodes annuelles.

§ 3. Les périodes d'accompagnement prévues à l'article 15, §§ 2 et 3, et non utilisées à l'accompagnement peuvent être ajoutées aux périodes-professeurs obtenues sur la base du § 2, à concurrence d'un maximum de 10 p.c. du total de ces périodes d'accompagnement. »

Art. 10. L'article 15 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 15. § 1^{er}. Un accompagnement social est assuré aux élèves bénéficiant de l'éducation et de la formation en alternance. Cet accompagnement vise à :

1° assurer la recherche de stages, de contrats et de conventions;

2° en vérifier le suivi, ce qui implique notamment la vérification sur les lieux de la formation en alternance de la présence régulière de l'élève et de la concordance entre stages, contrats et convention avec la formation suivie par l'élève;

3° nouer et développer les contacts avec les milieux socio-économiques locaux et régionaux et les associations professionnelles;

4° prendre toute initiative de nature à favoriser le développement social et culturel de l'élève;

5° établir des contacts réguliers avec le centre psycho-médico-social chargé de la guidance des élèves.

Pendant les six premiers mois de fréquentation d'un centre d'éducation et de formation en alternance par un élève soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, l'accompagnement social peut également consister en des activités complémentaires de préparation à l'insertion socio-professionnelle visée à l'article 3, en faveur des élèves qui ne bénéficient pas d'un stage ou d'une convention.

Au-delà des six premiers mois de fréquentation, dans des cas exceptionnels qui relèvent de l'appréciation de la direction collégiale visée à l'article 5, alinéa 3, les élèves soumis à l'obligation scolaire à temps partiel peuvent également bénéficier de ces activités complémentaires pendant les périodes où ils n'ont pas obtenu de stage.

Les accompagnateurs sont placés sous l'autorité du directeur de l'établissement auprès duquel le centre d'éducation et de formation en alternance a son siège. Ils ouvrent en équipe, conformément à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 6.

Une charge complète d'accompagnateur comporte 36 périodes de prestations par semaine.

§ 2. 0,85 période hebdomadaire d'accompagnement est accordée pour tout élève régulièrement inscrit et soumis à l'obligation scolaire à temps partiel :

1° pendant les six premiers mois de son inscription dans un centre d'éducation et de formation par alternance;

2° qui, après les six premiers mois de fréquentation du centre d'éducation et de formation en alternance, a conclu et mène à bien un contrat, une convention ou un stage visés à l'article 3, §§ 2 et 3.

L'élève âgé de moins de 17 ans au 31 décembre de l'année scolaire en cours satisfait aux obligations de l'alinéa 1^{er}, 2°, s'il accomplit au moins 400 heures de stage, de convention ou de contrat sur l'année.

L'élève âgé de moins de 18 ans au 31 décembre de l'année scolaire en cours satisfait aux obligations de l'alinéa 1^{er}, 2°, s'il accomplit au moins 600 heures de stage ou de contrat sur l'année.

§ 3. 0,50 période hebdomadaire d'accompagnement est accordée pour tout élève non soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, régulièrement inscrit et qui a conclu et mène à bien un contrat ou une convention visés à l'article 3, §§ 2 et 4.

L'élève âgé de plus de 18 ans au 31 décembre de l'année scolaire en cours satisfait aux obligations de l'alinéa 1^{er} s'il accomplit au moins 800 heures de convention ou de contrat sur l'année.

§ 4. Le quotient de la division par 22 de la somme des périodes visées aux §§ 2 et 3 détermine le nombre d'accompagnateurs affectés au centre.

Les périodes-professeurs prévues à l'article 14, § 2, et non utilisées à des charges d'enseignement peuvent être ajoutées à la somme visée à l'alinéa 1^{er}, à concurrence d'un maximum de 10 p.c. du total de ces périodes-professeurs.

§ 5. Lorsque le nombre d'élèves du centre d'éducation et de formation en alternance ne permet pas d'obtenir un emploi de coordonnateur à prestations complètes, les périodes d'accompagnement sont d'abord utilisées pour compléter cette charge. Ces périodes font partie de la charge de coordonnateur et sont rémunérées comme telles. »

Art. 11. A l'article 16 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « aux articles 14 et 15 » sont remplacés par les mots « à l'article 14 »;

2° le § 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Les périodes-professeurs dont dispose un centre d'éducation et de formation en alternance sont réparties entre l'établissement-siège et les établissements coopérants par le collège de direction du centre, sur proposition faite par le président du centre, selon les modalités définies par le Gouvernement en application de l'article 5. »

3° le § 3 est abrogé.

Art. 12. A l'article 18 du même décret, il est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Pour le calcul des périodes-professeurs visé à l'article 14 et des périodes d'accompagnement visé à l'article 15, sont pris en considération les élèves inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente, qui remplissaient à cette date, pour ce qui concerne les douze mois précédents, les conditions de fréquentation régulière des cours et des stages ou conventions au sein du centre d'éducation et de formation en alternance où ils sont inscrits. »

Art. 13. L'article 20, § 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque le centre d'éducation et de formation en alternance compte des élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement secondaire professionnel inférieur et des élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement secondaire professionnel supérieur, la répartition des périodes d'accompagnement entre le degré inférieur et le degré supérieur est proportionnelle au nombre d'élèves inscrits dans l'un et l'autre degré.

Toutefois, si le nombre d'élèves inscrits dans l'un ou l'autre degré ne permet pas de constituer une charge d'accompagnateur à prestations complètes, les élèves sont considérés comme inscrits dans l'un des degrés :

L'alinéa 2 ne peut avoir pour effet de placer en disponibilité ou en charge partielle un accompagnateur nommé à titre définitif dans l'un des degrés et d'ouvrir simultanément un emploi d'accompagnateur dans l'autre degré. »

Art. 14. A l'article 21 du même décret, les mots « Sans préjudice des dispositions de l'article 16, § 3 » sont remplacés par les mots « A l'exception de celles de coordonnateur et d'accompagnateur ».

CHAPITRE II. — Dispositions abrogatoires, transitoire et finale

Art. 15. Les articles 17, 22, 23, 30 et 31 du même décret sont abrogés.

Art. 16. Par dérogation à l'article 6, § 3, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, l'élève inscrit régulièrement dans un centre d'éducation et de formation en alternance pendant l'année scolaire 1993-1994 conserve la qualité d'élève régulier même s'il n'y était pas inscrit avant le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge de 21 ans, sous réserve qu'il remplisse les autres conditions d'admission prévues à l'article 6.

Art. 17. Par dérogation à l'article 15, § 4, du même décret, pendant les années scolaires 1996-1997 et 1997-1998, le Gouvernement peut autoriser un centre d'éducation et de formation en alternance à transférer 20 p.c. au maximum des périodes d'accompagnement à des tâches d'enseignement.

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 1996.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 mars 1996.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N 96 - 1143

[S - C - 29163]

18 MAART 1996. — Decreet tot wijziging van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. Art. 1, § 2, 2e lid, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan wordt aangevuld met : « wanneer geen beroep wordt gedaan op andere inrichtingen, overeenkomstig art. 5, 3e lid, in de andere gevallen ».

Art. 2. Art. 3 van hetzelfde decreet wordt art. 3, § 1, en wordt aangevuld met onderstaande 4 paragrafen :

« § 2. Met de inschakeling in het sociaal en beroepsleven (§ 1) bedoelt men voor alle leerlingen :

1° elk leercontract voor een beroep, uitgeoefend door werknemers,

2° elke overeenkomst tewerkstelling-opleiding,

3° elke andere overeenkomst, erkend door de arbeidswetgeving, in het kader van een door de Regering van de Franse Gemeenschap erkende opleiding.

(1) Zitting 1995-1996.

Documenten van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 66-1. — Amendementen : nrs. 66-2 tot 10. — Verslag : nr. 66-11. — Amendementen : nr. 66-12.

Integrale verslagen — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 maart 1996.

§ 3. Onder voormelde inschakeling verstaat men ook, voor deeltijds leerplichtige leerlingen, elke overeenkomst tot inschakeling in het sociaal en beroepsleven die door de Regering erkend is, met inachtneming van de federale wetten en verordeningen betreffende het arbeidsrecht.

Totdat de federale regering op voorstel van de NAR de in het 1e lid bedoelde bepalingen vastgelegd heeft, bepaalt de Regering de voorwaarden waaraan de stages voor inschakeling in het sociaal en beroepsleven moeten voldoen.

§ 4. De leerlingen ingeschreven in een centrum voor alternerende opleiding en onderwijs vóór 31 december van het jaar waarin zij 18 worden, genieten het voordeel van de bepaling van § 3 tijdens het schooljaar volgend op hun inschrijving in dat centrum.

§ 5. Voor de toepassing van dit decreet worden minderjarigen gelijkgesteld met de deeltijds leerplichtige jongeren ».

Art. 3. Art. 5 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° het 1e lid wordt vervangen als volgt :

« Met inachtneming van de eindtermen van elke onderwijstak kan een centrum een beroep doen op de medewerking van een andere inrichting voor gewoon of buitengewoon secundair onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie, die hetzelfde karakter vertoont.

De Regering kan samenwerking met inrichtingen van verschillend karakter toelaten ».

2° hetzelfde artikel wordt aangevuld met :

« De Regering bepaalt de wijze van samenwerking :

1° tussen de centra voor alternerende opleiding en onderwijs en de voltijdse inrichtingen voor gewoon of buitengewoon secundair onderwijs;

2° tussen die centra en de inrichtingen voor sociale promotie ».

Art. 4. Art. 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. § 1. Kunnen toegelaten worden tot een centrum voor alternerende opleiding en onderwijs :

1° de deeltijds leerplichtige leerlingen op 31 december van het lopende schooljaar.

Zij blijven regelmatig leerling als zij de stages volbrengen die hun voorgesteld worden door het centrum voor alternerende opleiding en onderwijs, overeenkomstig art. 3, §§ 2 en 3, en art. 15, § 1, 2e en 3e lid;

2° de jongeren van meer dan 18 en minder dan 21 jaar op 31 december, die

a) een leercontract gesloten hebben voor een door werknemers uitgeoefend beroep;

b) een overeenkomst tewerkstelling-opleiding gesloten hebben;

c) elke andere overeenkomst gesloten hebben die erkend is door de arbeidswetgeving, in het kader van een door de Regering van de Franse Gemeenschap erkende alternerende opleiding;

d) een overeenkomst of stage ,,associations hebben voor inschakeling in het sociaal en beroepsleven, voor leerlingen bedoeld in art. 3, § 4;

3° de jongeren van meer dan 21 en minder dan 25 jaar op 31 december, die deeltijds onderwijs volgen sinds 1 oktober van het jaar waarin zij 21 jaar werden en die :

a) een leercontract gesloten hebben voor een door werknemers uitgeoefend beroep;

b) of een overeenkomst tewerkstelling-opleiding;

c) of een andere overeenkomst gesloten hebben, erkend door de arbeidswetgeving, in het kader van een door de Regering van de Franse Gemeenschap erkende alternerende opleiding.

De in het 1e lid bedoelde overeenkomsten en stages moeten rechtstreeks verband houden met de opleiding.

§ 2. Regelmatig leerling is hij die aan de toelatingsvoorwaarden voldoet, werkelijk en nauwgezet de in art. 2 bedoelde lessen volgt, alsook de overeenkomsten en stages bedoeld in art. 3, §§ 2 en 3, en in art. 15, § 1, 2e en 3e lid.

De Regering bepaalt op een voor alle netten identieke wijze de manier waarop afwezigheden verantwoord worden.

§ 3. De Regering kan in uitzonderlijke gevallen i.v.m. de sluiting of herstructurering van een bedrijf, een leerling bedoeld in § 1, 1e lid, 2° en 3°, die tijdens de verwijzingsperiode bedoeld in het 2e lid, ten minste 2/3 van zijn verplichtingen inzake overeenkomst en bij toepassing van art. 15, § 3, 2e lid, vervulde als regelmatig leerling aanvaarden.

Voor de toepassing van het 1e lid komen enkel in aanmerking :

1° de laatste 12 maanden, als de leerling vroeger al ingeschreven was in het centrum;

2° de termijn sinds de inschrijving, wanneer deze minder dan 12 maanden tevoren werd genomen.

§ 4. De personen die het ouderlijk gezag uitoefenen of die rechtens of feitelijk de hoede hebben over de leerplichtige leerling, alsook de meerderjarige leerlingen bedoeld in art. 2, § 4 van het decreet, kunnen bij de minister beroep aantekenen als zij denken dat de voorgestelde stage geen rechtstreeks verband houdt met de opleiding of niet voldoende waarborgen biedt om werkelijk nuttig te zijn voor de opleiding van de leerling. Deze blijft regelmatig totdat de minister beslist heeft, al volbrengt hij de voorgestelde stage niet; het beroep wordt bij de minister ingesteld bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst ».

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt art. 6bis ingevoegd :

« Art. 6bis. De in art. 6, § 1, 2° en 3° bedoelde leerlingen moeten een opleiding volgen i.v.m. de gesloten overeenkomst, met ten minste 300 lestijden over het jaar :

— in een door hen gekozen inrichting voor sociale promotie,

— of in de inrichting-zetel van het centrum of een van de samenwerkende inrichtingen ».

Art. 6. Art. 8, 1e lid van hetzelfde decreet wordt aangevuld met :

« 5° tussentijds bevoegdheidsattest van de lagere graad van het onderwijs met beperkt leerplan ».

Art. 7. Art. 9 van hetzelfde decreet wordt met volgend lid aangevuld :

« Een attest van heropneming in het gewoon secundair onderwijs of in het buitengewoon onderwijs met volledig leerplan kan afgegeven worden aan de leerling die het centrum voor alternerende opleiding en onderwijs bezocht heeft gedurende ten minste één schooljaar en geschikt geacht wordt om normaal voort te studeren in het 4e of van het 5e jaar beroepsopleiding. »

Art. 8. Art. 10 van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd :

1° in het 1e lid wordt « actief en regelmatig » vervangen door « werkelijk en nauwgezet »;

2° het 3e lid wordt vervangen door :

« De kwalificatieexamens op het niveau van het 6e leerjaar zijn alleen toegankelijk voor leerlingen die werkelijk en nauwgezet gedurende ten minste 2 schooljaren hoger secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan of het 5e jaar secundair onderwijs met volledig leerplan en één jaar hoger secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan gevolgd hebben »;

3° het artikel wordt met onderstaande leden aangevuld :

« De leerling die werkelijk en nauwgezet tijdens ten minste 2 schooljaren lager secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan gevolgd heeft in dezelfde studierichting, of het 3e jaar secundair onderwijs met volledig leerplan en één jaar lager secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan gevolgd heeft in dezelfde studierichting, kan een tussentijds bevoegdheidsattest bekomen dat overeenkomt met dat, uitgereikt in het secundair onderwijs met volledig leerplan.

De directie van het centrum voor alternerende opleiding en onderwijs kan toestaan dat een tussentijds bevoegdheidsattest uitgereikt wordt aan een leerling die van studierichting veranderd is, wanneer zulks hem niet belet heeft een voldoende bevoegdheidsniveau te bereiken.

De Regering kan voor het secundair onderwijs met beperkt leerplan een bijzonder model en een eigen benaming bepalen voor het tussentijds bevoegdheidsattest ».

Art. 9. Art. 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. Het onderwijs met beperkt leerplan kan gegeven worden in een van de in art. 1 bedoelde centra voor alternerende opleiding en onderwijs, mits ten minste 12 deeltijds leerplichtige leerlingen er regelmatig ingeschreven zijn op 1 oktober van het schooljaar.

In elk centrum wordt een opdracht van coördinator opgericht, met volledige prestaties als het centrum ten minste 56 regelmatig ingeschreven leerlingen telt, met 1/4, de helft, of 3/4 van de volledige prestaties als het centrum resp. minder dan 24, minder dan 40 of minder dan 56 leerlingen telt.

De coördinator staat onder het gezag van de directeur van de inrichting waar het centrum zijn zetel heeft.

Een volledige opdracht omvat 36 lestijden wekelijkse prestaties.

De coördinatie bestaat in het uitwerken en het opvolgen van de opleidingen tijdens het schooljaar, de algemene begeleiding van de leerlingen in samenwerking met het PMS-centrum, het aanknopen en onderhouden van betrekkingen met de plaatselijke en regionale sociaal-economische kringen, de beroepsverenigingen en elke instelling die tot de sociaal-culturele ontwikkeling van de leerlingen kan bijdragen.

Wanneer het centrum beschikt over de prestaties van een of meer begeleiders, overeenkomstig art. 15, dan organiseert de coördinator hun werk en leidt hij het begeleidingsteam.

Als het centrum over geen begeleider beschikt, dan vervult de coördinator de opdracht bedoeld in art. 15 § 1, 1e lid.

§ 2. Voor de 12 leerlingen bedoeld in § 1 worden 2,6 lestijden-leraar per leerling toegekend.

Vanaf de 13e deeltijds leerplichtige leerling wordt per regelmatig leerling 1,8 lestijd-leraar toegekend.

Voor elke niet deeltijds leerplichtige leerling die minder dan 21 jaar is op 31 december en het centrum bezoekt sinds 1 oktober van het jaar waarin hij 18 werd :

— kent men 1,7 lestijd-leraar toe als hij in de inrichting-zetel van het centrum of in een samenwerkende inrichting een opleiding met ten minste 600 lestijden-leraar volgt,

— of 0,9 als hij er een opleiding met minder dan 600 lestijden-leraar volgt.

Per regelmatig leerling die niet deeltijds leerplichtig is, nog geen 21 jaar is op 31 december en het onderwijs met beperkt leerplan niet volgt sinds 1 oktober van het jaar waarin hij 18 werd :

— kent men 1,5 lestijd-leraar toe als hij in de inrichting-zetel van het centrum of in een samenwerkende inrichting een opleiding met ten minste 600 lestijden per jaar volgt, of

— 0,8 als hij er een opleiding met minder dan 600 lestijden per jaar volgt.

Per regelmatig leerling van meer dan 21 en minder dan 25 jaar op 31 december kent men :

— 1,5 lestijd-leraar toe als hij in de inrichting-zetel van het centrum of in een samenwerkende inrichting een opleiding met ten minste 600 lestijden per jaar volgt, of

— 0,8 als hij er een opleiding met minder dan 600 lestijden per jaar volgt.

§ 3. De begeleidingstijden bedoeld in art. 15, §§ 2 en 3, die niet aangewend worden voor begeleiding, kunnen toegevoegd worden aan de lestijden-leraar, bekomen op grond van § 2, tot 10 % van het totaal van die tijden.

Art. 10. Art. 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 15 § 1. Leerlingen die alternerende opleiding en onderwijs volgen, genieten een sociale begeleiding, ten einde :

1° te zoeken naar stages en overeenkomsten;

2° de opvolging ervan na te gaan, o.m. de regelmatige aanwezigheid van de leerling op de plaats van de opleiding en het verband tussen de stages en overeenkomsten en de opleiding van de leerling;

3° betrekkingen aan te knopen en te onderhouden met de plaatselijke en regionale sociaal-economische kringen en de beroepsverenigingen;

4° elk initiatief te nemen dat voor de sociaal-culturele ontwikkeling van de leerling bevorderlijk is;

5° in contact te blijven met het PMS-centrum dat met de begeleiding van de leerlingen belast is.

Tijdens de eerste 6 maanden waarin een deeltijds leerplichtige leerling een centrum bezoekt, kan de sociale begeleiding ook aanvullende activiteiten behelzen ter voorbereiding van de inschakeling in het sociaal en beroepsleven, bedoeld in art. 3, van de leerlingen die niet het voordeel van een stage of overeenkomst genieten.

Na die 6 maanden kunnen in uitzonderlijke gevallen, waarover de in art. 5, 3e lid bedoelde collegiale directie oordeelt, deeltijds leerplichtige leerlingen ook het voordeel van die aanvullende activiteiten genieten zolang zij geen stage verkregen hebben.

De begeleiders staan onder het gezag van de directeur van de inrichting waar het centrum zijn zetel heeft. Zij fungeren in ploegverband overeenkomstig art. 14, § 1, 6e lid.

Een volledige opdracht van begeleider omvat 36 lestijden prestaties per week.

§ 2. Voor elke regelmatig ingeschreven leerling die deeltijds leerplichtig is, wordt 0,85 wekelijkse begeleidingstijd toegekend :

1° tijdens de eerste 6 maanden na zijn inschrijving in een centrum;

2° als hij na die 6 maanden een overeenkomst of stage gesloten en volbracht heeft, bedoeld in art. 3, §§ 2 en 3.

De leerling die minder dan 17 jaar is op 31 december van het lopende schooljaar, voldoet aan de vereisten van het 1e lid, 2°, als hij over het jaar ten minste 400 u. stage of overeenkomst volbrengt.

De leerling die minder dan 18 jaar is op 31 december van het lopende schooljaar, voldoet aan die vereisten als hij over het jaar ten minste 600 u. stage of overeenkomst volbrengt.

§ 3. Voor elke niet deeltijds leerplichtige leerling die regelmatig ingeschreven is en een in art. 3, §§ 2 en 4, bedoelde overeenkomst of stage gesloten heeft en volbrengt, wordt 0,5 wekelijkse begeleidingstijd toegekend.

De leerling die meer dan 18 jaar is op 31 december van het lopende jaar, voldoet aan de vereisten van het 1e lid als hij ten minste 800 u. overeenkomst volbrengt.

§ 4. Het quotiënt van de deling van de in de §§ 2 en 3 bedoelde tijden door 22 bepaalt het aantal begeleiders die aangesteld zijn in het centrum.

De lestijden-leraar bedoeld in art. 14 § 2, die niet aangewend worden voor het onderwijs, kunnen toegevoegd worden aan de som bedoeld in het 1e lid, tot een maximum van 10 % van het totaal van die lestijden.

§ 5. Als het aantal leerlingen van het centrum het niet mogelijk maakt, een voltijdse betrekking van coördinator te bekomen, worden de begeleidingstijden eerst gebruikt om die opdracht aan te vullen. Die tijden maken van de opdracht van de coördinator deel uit en worden als dusdanig bezoldigd ».

Art. 11. Art. 16 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 wordt « in de art. 14 en 15 » vervangen door « in art. 14 »;

2° § 2, 1e lid wordt vervangen als volgt :

« De lestijden-leraar waarover een centrum beschikt, worden tussen de inrichting-zetel van het centrum en de samenwerkende inrichtingen verdeeld door het directiecollege van het centrum, op de wijze die de Regering bepaalt krachtens art. 5. »

3° § 3 wordt opgeheven.

Art. 12. Aan art. 18 van hetzelfde decreet wordt onderstaand 2e lid toegevoegd :

« Voor de berekening van de lestijden-leraar, bedoeld in art. 14, en van de begeleidingstijden bedoeld in art. 15, komen de leerlingen in aanmerking, die op 15 januari van het vorige schooljaar ingeschreven waren en die toen voor de vorige 12 maanden voldeden aan de vereisten inzake regelmatig bezoek van lessen en stages of overeenkomsten, in het centrum waar zij ingeschreven zijn. »

Art. 13. Art. 20, § 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 2. Als het centrum door regelmatig ingeschreven leerlingen van het lager secundair beroepsonderwijs en regelmatig ingeschreven leerlingen van het hoger secundair beroepsonderwijs wordt bezocht, worden de begeleidingstijden tussen de lagere en de hogere graad verdeeld, evenredig met het resp. aantal ingeschreven leerlingen in beide graden.

Als echter het aantal in een van beide graden ingeschreven leerlingen het niet mogelijk maakt een voltijdse opdracht van begeleider te vormen, worden de leerlingen geacht in één van de graden ingeschreven te zijn.

Het 2e lid kan niet tot gevolg hebben dat een begeleider, vast benoemd in een van de graden, ter beschikking gesteld wordt of maar een gedeeltelijke opdracht overhoudt, en dat tevens een betrekking van begeleider in de andere graad beschikbaar wordt. »

Art. 14. In art. 12 van hetzelfde decreet wordt « Onverminderd de bepalingen van art. 16, § 3 » vervangen door « Behalve voor de opdrachten van coördinator en begeleider ».

HOOFDSTUK II. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 15. De art. 17, 22, 23, 30 en 31 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 16. In afwijking van art. 6, § 3, van voormeld decreet behoudt de leerling, regelmatig ingeschreven in een centrum voor alternerende opleiding en onderwijs tijdens het schooljaar 1993-1994 de hoedanigheid van regelmatig leerling zelfs als hij er niet ingeschreven was vóór 31 december van het jaar waarin hij 21 werd, mits hij voldoet aan de andere toelatingsvereisten van art. 6.

Art. 17. In afwijking van art. 15, § 4 van hetzelfde decreet kan de Regering tijdens de schooljaren 1996-1997 en 1997-1998 een centrum toestaan, ten hoogste 20 % van de begeleidingstijden aan te wenden voor onderwistaken.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1996.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 18 maart 1996.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE